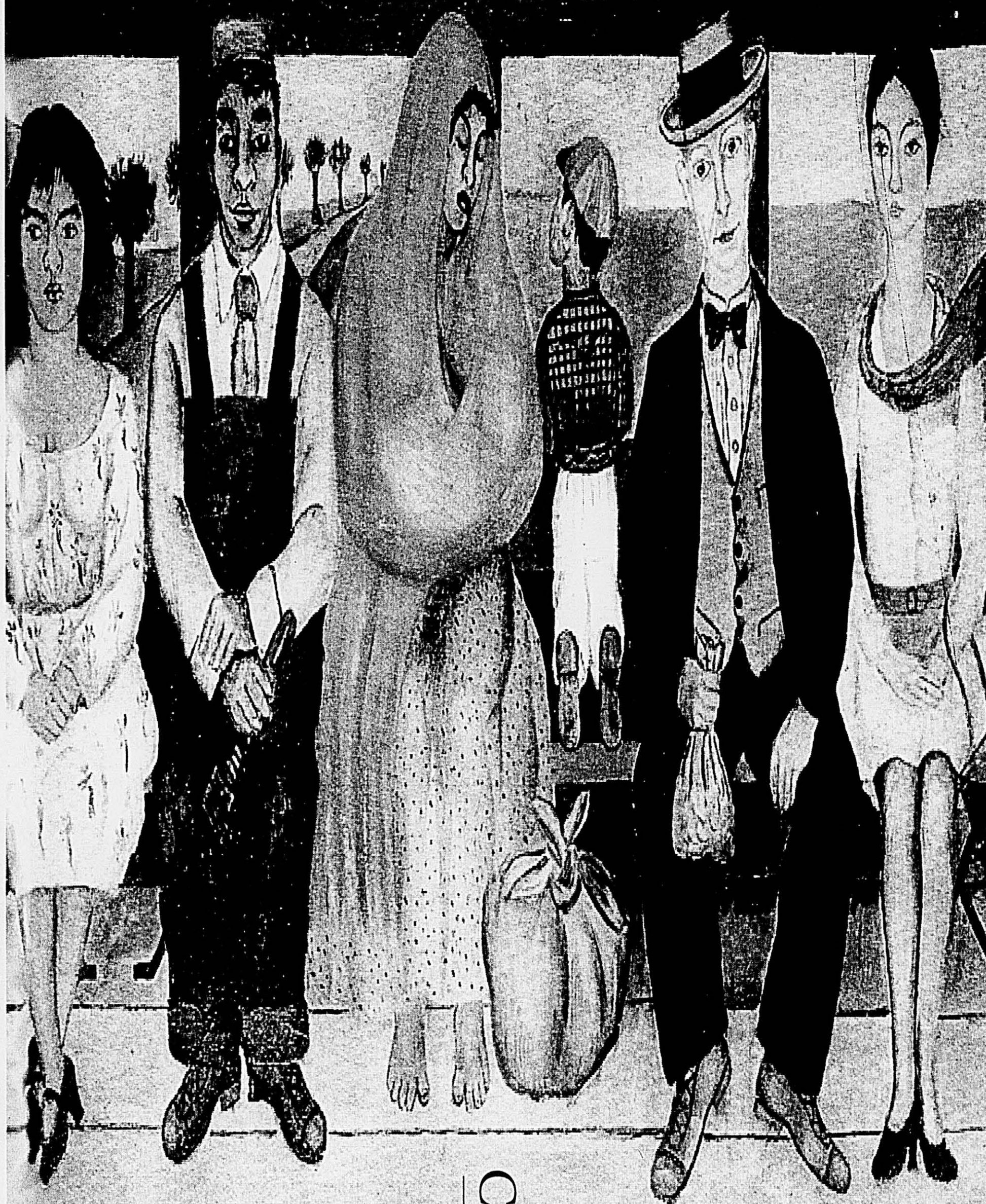


# SPÉCIAL INTERCULTUREL

Vol. 87, No. 18, Le 10 mars 1998

Pour en finir avec la culture depuis 1977



*L'autobus de Frida Kahlo*

Ceci

n'est plus le McGill DAILY FRANÇAIS



L'Institut d'études canadiennes de McGill  
présente...

**Jacques Pelletier**

Université du Québec à Montréal

## Situation de l'intellectuel critique au Québec

Y-a-t'il encore des intellectuels critiques, engagés, aujourd'hui? On abordera cette question à partir de cas de figures français et québécois: Sartre, Pierre Elliot Trudeau, Fernand Dumont, Jean-Marc Potté, etc. Que dit et que peut faire un intellectuel "responsable" dans la société contemporaine? Comment peut-il encore intervenir de manière efficace et utile?

**jeudi, le 12 mars 1998**  
16 h à 18 h

**salle 255, pavillon des Arts**  
entrée libre

McGill Institute for the Study of Canada  
L'Institut d'études canadiennes de McGill  
3463 rue Peel, Montréal, QC H3A 1W7  
Tél.: (514) 398-2658, téléc.: (514) 398-7336  
Site Web: <http://www.arts.mcgill.ca/programs/misc>



## Burlesque electoral

ISABELLE PORTER

Hier soir pendant que vous lisiez Ronsard (ou écoutiez *La Fin du monde est à 7 heures*), quelques personnes se sont réunies au célèbre Gerts pour le second et dernier débat des élections de l'AEUM.

Comme à chaque année *Le Délit français* est venu poser ses petites

exquiser quelques mots ou formules simples en français. Les 20 % de francophones votent et ça semble être pris en considération. Mais passons, le burlesque se manifestait bien davantage sur un autre plan lors du débat d'hier soir.

Disons-le, la clique du Red Herring avec ses partis pris pour le sexe non protégé et la prolifération

des armes nucléaires est venue créer un désordre très constructif dans cette campagne qui sinon aurait été plutôt drabe. Tournant en ridicule les candidats et le processus électoral lui-même, ils ont mis en

qui a le plus d'amis et est le plus populaire. Au bout du compte, les candidats bidons ont littéralement volé la vedette aux candidats réguliers au point que ceux-ci se mettent à regretter de ne pas avoir mis de costume de squelette pestiféré ou de drag-queen eux-aussi. On s'est donc mis à faire dans l'humour, les candidats vp à l'interne nous ont chacun offert une performance chantée, le débat se transformant alors en concours d'animateurs de party. En somme, un débat bien rigolo, mais qui masquait toutefois le vrai problème: les débats d'élections ressemblent plus à une fiesta pour les copains de chez Gerts (AEUM) qu'à une délibération constructive des étudiants de l'université. À la fin du débat, la représentante du *Daily* anglais, Tamara Kocher qui s'était présentée l'an dernier au poste de vp affaires universitaires, a pris le micro pour faire remarquer à quel point la clique du Red Herring avait mis sur le plancher un problème grave, que l'an dernier, sur 16 000 étudiants, 3000 seulement avaient exercé leur droit de vote lors des élections. Ici aussi plus ça change plus c'est pareil. On se fout bien de savoir si notre vp interne s'appelle M. Cravate ou M. Putréfaction. On n'ira pas prendre une bière avec lui durant la semaine. Néanmoins, il

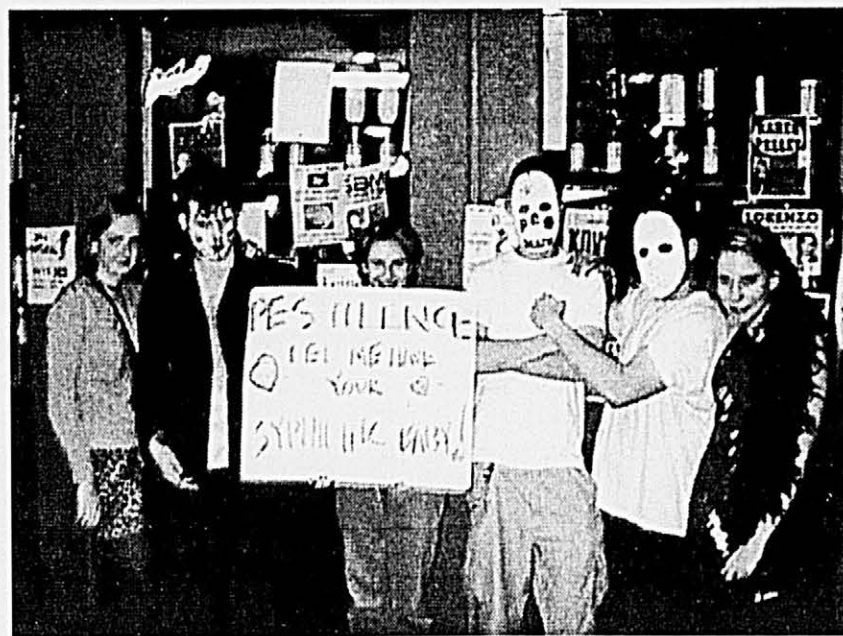


Duncan Reid: étranglé par l'émotion

questions en français pour tâter le pouls du bilinguisme mcgillois et somme toutes rigoler un peu. Par exemple, à la question « Traduisez SSMU en français - acronyme et nom au complet », Duncan Reid, actuel vp finances et candidat à la présidence de McGill cette année avait répondu l'an dernier « L'Association Etudiant Université ». Hier soir, monsieur s'est avoué (in English) trop nerveux pour répondre en français, mais promettait que ça n'arriverait jamais plus. Dans l'affiche des candidats publiée par le *Tribune* de la semaine dernière, Samantha McGavin déclarait « J'aimerais aussi de renforcer nos liens communautaires par l'établissement d'une coalition des organisations montréalaises pour l'avancement de l'éducation. » En somme plus ça change, plus c'est pareil. Le bilinguisme à l'AEUM est bel et bien un mythe, en témoigne la

piètre qualité du français (le mot piètre est ici très poli) dans à peu près tout ce que notre association étudiante publie dans la langue de Molière. N'empêche que plusieurs candidats ont fait des efforts pour

évidence l'indifférence implacable de la majorité des étudiants pour leur association et l'incapacité de celle-ci à y répondre. Comme le déclarait Nick Redler, « nobody gives a f... to all that. » Tous plus loufoques les uns que les autres, les candidats « de la mort » renchéraient sur le fait qu'il n'y avait dans la salle que des amis des



Le Red Herring: l'autre façon de gouverner

candidats, les classiques habitués de Gerts et des gens des médias. Pour Margaret Antler (qui parodie Liz Gomery, actuelle vp affaires universitaires, depuis le début de la campagne), ces élections sont à

sera intéressant de voir si la présence d'une alternative, aussi délirante soit-elle, aura un quelconque effet sur le vote. Si oui, il faudra peut-être aborder ce burlesque étudiantin avec davantage d'inquiétude.

**MedicAlert**  
PARLE POUR VOUS  
1-800-668-6381  
[www.medicalert.ca](http://www.medicalert.ca)

publicité  
398-6790

Le McGill Daily présente

## Forbidden Passages -the Canadian censorship laws-

Venez rejoindre les auteurs de  
*Restricted Entry* Janine Fuller  
et Stuart Blackley alors qu'ils  
discuteront du procès de la librairie  
Little Sisters et des lois de censure  
canadiennes.

le 10 mars  
à 19h

au 3ème étage de la librairie Chapters  
(1171 Ste-Catherine St. W.)  
entrée libre

Merci





# Éditorial

## La société multiculturelle : Entre gris clair et gris foncé

Avec l'avènement des différentes communautés culturelles dans les sociétés comme la nôtre, on a tous un peu rêvé aux sociétés mixtes où tous les peuples seraient compris, respectés et s'intégreraient avec harmonie. Mais malgré toute la bonne volonté qu'on peut y mettre, un tel projet demeure utopique. Certes, la société multiculturelle est viable, mais elle finit inévitablement par glisser soit vers une intégration niant les différences, soit vers l'affirmation des particularités qui mène parfois à la discrimination.

En effet, on peut observer deux tendances contradictoires au sein des sociétés où se côtoient diverses cultures. Tout d'abord, il y a une volonté d'abolir les différences, de mettre tout le monde dans le panier homogène de l'égalité, sans distinction. Ce faisant, on

oublie complètement les distinctions culturelles qui sont à la base de l'identité de chacun. Laisser tomber les différences, c'est en quelque sorte laisser tomber l'individu au profit de la société.

De façon opposée, certains cherchent à tout prix à souligner les différences culturelles, afin d'apprendre à les découvrir, à s'en enrichir. Toutefois à trop marquer nos différences, on finit par s'isoler dans une catégorie à part et à donner voix à l'intolérance, aux discriminations.

Le dilemme est sans issue : intégrer, c'est nier les différences, les souligner, c'est prendre le risque de tomber dans le piège de

la discrimination. Qu'on penche davantage pour l'assimilation ou pour la pluralité, la société multiculturelle nous laisse avec un goût amer, un goût d'insatisfaction.

D'autant plus qu'avec le développement des technologies, des médias ainsi que l'ouverture des

marchés, ce n'est plus seulement l'économie qui est à l'heure de la mondialisation, ce sont aussi les rapports humains. De

plus en plus on doit faire face aux sociétés multiethniques et composer, par le fait même, avec cette contradiction intrinsèque insoluble.

À titre d'exemple, le problème se pose dans le cas du jugement

qu'a rendu le juge Dubreuil il y a environ un mois dans un cas d'agression sexuelle. En effet, elle a adouci la peine pour des motifs culturels. Ce qui a soulevé des questions de discriminations. Or, si on voulait aplanir les différences culturelles dans la société, il ne faut pas en tenir compte de la culture dans la justice. D'un autre côté, la prise en compte des particularités culturelles a entraîné une certaine forme de discrimination. On ne sait plus réellement quoi choisir entre la justice aveugle et la justice discriminatoire.

Il ne s'agit pas de condamner une ou l'autre des deux façons d'agir; les deux sont naturelles, intrinsèquement liées, insolubles. On a beau tenter de défendre haut et fort le concept du multiculturalisme, il nous laisse inévitablement avec une mauvaise conscience.

MAUDE LAPARÉ

*Intégrer, c'est nier les différences, les souligner, c'est prendre le risque de tomber dans le piège de la discrimination.*

## Sortez-de vos trous !

Suivez les marmottes qui s'éveillent à peine jusqu'au B-03 du Shatner où se tiendra la réunion du Délit français à 17h. Tous ceux et celles qui sont intéressés à participer au numéro spécial dont le thème cette session sera le Chaos, sont invités à venir nous voir ... en sifflant bien sûr!



Nos amis les rongeurs

## Courrier

JÉRÔME LUSSIER

## Le poids de la mauvaise foi

J'ai préféré écrire sous forme de lettre, ne voulant pas pousser le ridicule jusqu'à faire endosser au journal la position dans laquelle certains événements récents le placent. Contrairement à d'autres, qui seront nommés, nous croyons que les pages de cet hebdomadaire devraient être le lieu du débat d'idées, et non l'arène de manipulations politiques hypocrites.

Cette lettre veut cependant mettre les points sur les «i», et informer les lecteurs de cet hebdomadaire de la situation critique qu'il occupe présentement.

Vous remarquerez que la première page de cette édition porte l'ancien nom du journal, bien que le nouveau ait été adopté par une écrasante majorité lors d'un vote conjoint *Délit français / Daily* tenu il y a quelques semaines. Le changement aux résolutions de la constitution exige la tenue de ce vote, qui est par la suite ratifié par le *Board of Directors* avant d'entrer légalement en vigueur. Cette étape étant une pure formalité administrative, les deux équipes de rédaction étaient d'accord pour changer le nom apparaissant

sur le journal dès la prochaine parution, quitte à ratifier la décision démocratique dans la semaine suivante. Un bel exemple de flexibilité et d'intelligence.

Malheureusement, ces deux qualités ne sont pas données à tous. Ou, du moins, les événements de vendredi ont démontré qu'on pouvait facilement jouer les bornés imbéciles quand viennent à manquer les arguments. C'est l'alternative des faibles, contre laquelle on ne peut que rester muet de rage et de mépris.

Ce fut en effet ma réaction, vendredi, en apprenant que Marian Schrier, gérante (ou ingérante?) de la *Daily Publication Society*, avait appelé notre imprimeur pour lui interdire de publier l'édition d'aujourd'hui si le nom original ne figurait pas en première page. Geste d'une bassesse sans précédent, posé de façon complètement unilatérale par quelqu'un n'ayant pas même de droit de vote dans les assemblées, et contre la volonté très majoritaire des équipes de rédaction. Prétextant une illégalité drama-

tique (alors qu'elle est absolument sans conséquences), Mme Schrier s'est servie de détails procéduraux insignifiants pour bloquer un processus auquel elle nuit, pour une raison incon nue, depuis le début.

Nous étions donc littéralement pris en otage par la mauvaise foi de cette employée soudain virée despote, dont le seul support (contre environ 40 personnes) venait du pauvre président du conseil des Directeurs, dont le nom m'échappe, et dont l'ignorance totale des activités du journal mérite une certaine pitié.

C'est pour cette raison que le journal d'aujourd'hui affiche encore un nom désuet : pour satisfaire les ambitions de pouvoir d'une réactionnaire qui mériterait la porte, et qui ne comprend pas encore que l'énergie dépensée à se battre contre son propre journal serait plus utile ailleurs. Nous avons des suggestions; dommage qu'elle ne croit pas à la consultation.

## Délit FRANÇAIS

Site du Délit Français  
<http://vub.mcgill.ca/dailyfrancais>

E-mail:

[dailyf@vub.mcgill.ca](mailto:dailyf@vub.mcgill.ca)

Le *Délit français de McGill* est publié par la Daily Publication Society et encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient auparavant été réservés, incluant les articles de CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le *Délit* est membre fondateur de la Canadian University Press (CUP) et de la Presse étudiante du Québec (PEQ)

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.  
ISSN 1192-4608

LE DÉLIT FRANÇAIS DE MCGILL

rédaçtion en chef

Maude Laparé / Jérôme Lussier

rédaçtion nouvelles

Étienne Bienvenu / Patrick Primeau

rédaçtion culture

Isabelle Porter / David Groison

mise en page

Étienne Bienvenu

Cédric Jouve

Jérôme Lussier

responsables site internet

Cédric Jouve / Nicolas Delerue

correction

Marie-Chantal Lalande

collaboration

Nicolas Delerue

Cédric Jouve

Aude Joannon

Sylvain Larocque

Geneviève Fortin

Christophe Pélée

Gaëlle Le Brec

Jonathan Arès

LE MCGILL DAILY

coordination de la rédaction

Sonia Verma

ingérance

Marian Schrier

assistance à la gérance

Jo-Anne Pickel

publicité

Boris Shedov et Letty Matteo

photocomposition et publicité

Mark Brooker

L'usage du masculin dans les pages du *Délit français de McGill* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

RÉDACTION

3480 McTavish, bur. B-03,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6784/5

Télécopieur : 398-8318

PUBLICITÉ

3480 McTavish, bur. B-07,

Montréal, Québec, H3A 1X9.

(514) 398-6790

Télécopieur : 398-8318

## Un Gros Merci

Nous tenons à remercier Danielle Blain, Jules Nadeau et Alain Péricard pour leur aide et leur expérience dans la production de ce numéro spécial





# La publicité, miroir culturel et linguistique.

Aude Joannon

**A**u Québec, la publicité a une identité particulière. Tout d'abord parce qu'elle se décline en deux langues. Mais aussi parce qu'elle tend à se distinguer culturellement du reste de la publicité nord-américaine et qu'elle peut utiliser des approches différentes pour les communautés anglophone et francophone.

Le publicitaire choisit sa stratégie. Il crée le concept pour son client, il achète l'espace où il souhaite annoncer : il maîtrise entièrement le processus, de la création à la publication. Il peut choisir une publicité polyvalente et globale (souvent préparée aux États-Unis ou à Toronto), ou s'adresser à une population en particulier. Elisabeth Vassallucci, Vice-Présidente de l'agence de relations publiques GCI et Karl Coppens, concepteur-rédacteur de l'agence de publicité PNMD reconnaissent la particularité de la société québécoise et croient profondément en la nécessité de lui parler avec ses mots. L'exemple de Pepsi au Québec est particulièrement remarquable. C'est la seule province au Canada où Pepsi devance son concurrent Coca-Cola. Que Claude Meunier soit l'ambassadeur de la marque explique ce succès. Depuis le cas a fait école : les québécois s'identifient à leurs vedettes. C'est ainsi que, par exemple, Jean-Luc

Brassard vante les mérites de la Subaru dans la Belle Province.

Karl Coppens distingue deux façons de faire de la publicité au Québec. La première est de recourir à une traduction littérale d'une langue à l'autre, ce qui est simple mais pas toujours pertinent. En télévision, il est possible d'utiliser la post-synchronisation : « de nouveaux mots sont mis en bouche mais l'image n'est pas modifiée ». Le public n'est pourtant pas dupe. Il se sent moins concerné par des publicités importées. Pour éviter cet écueil, rien ne vaut une vraie adaptation.

Pour les annonces du petit écran, la technique du double tournage a été mise au point. « Par exemple, si un concept original vient de Toronto, l'équipe de création francophone va être impliquée. Il y aura donc deux tournages successifs dans le même décor mais avec des comédiens différents. » D'ailleurs le jeu des acteurs est distinct : « En général, les anglophones ont plus de retenue et les francophones plus de bonhomie ». Elisabeth Vassallucci prend l'exemple d'une

compagnie internationale de cosmétiques pour souligner la spécificité du Québec par rapport au reste de l'Amérique du Nord. « Les Québécoises ne s'identifient pas au canon de la beauté américaine » à la Pamela Anderson, « elles aiment la personnalité derrière la beauté ». Utiliser un mannequin de Montréal ou de Sherbrooke est un moyen de gagner la sympathie de la population ciblée et le résultat est significatif. Il est nécessaire

clearnet  
digital  
pos

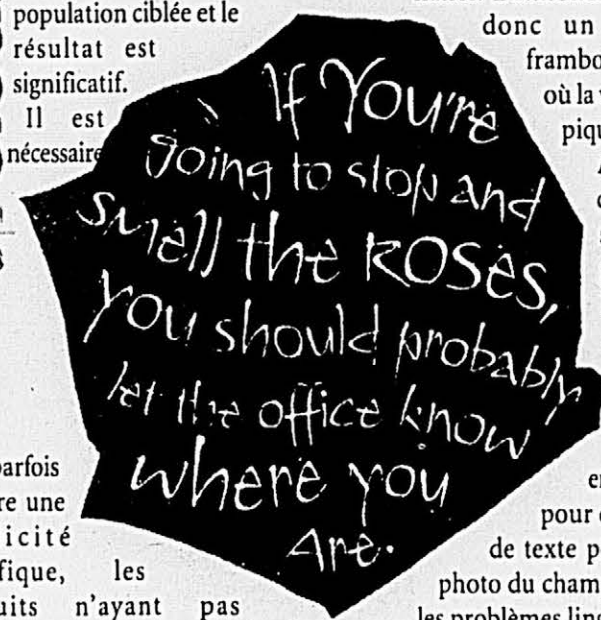
aussi parfois de faire une publicité spécifique, les produits n'ayant pas forcément la même notoriété d'une zone géographique à l'autre. La publicité américaine de Starbuck (l'équivalent de nos Second Cup et A.L. Van Houtte) ne pouvait être transposée en l'état au Québec (le produit n'y était pas connu). Il y a, dans de tels cas, un décalage culturel en plus de

la différence linguistique.

Ce décalage devient un problème des plus difficiles lorsqu'il s'agit d'adapter un effet humoristique. Pour valoriser le concept du plaisir, les deux publicités Clearnet utilisent des métaphores et des visuels différents car en français « s'arrêter pour sentir les roses » n'est pas l'expression employée pour dire flâner. L'annonce française propose donc un visuel avec des framboises et une accroche où la vie est comparée à un pique-nique.

A l'inverse, certaines compagnies vont simplifier le message publicitaire à l'extrême et juste apposer leur nom à une image positive. Actuellement Roots utilise cette stratégie en prenant Elvis Stojko pour emblème. Il n'y a pas de texte pour accompagner la photo du champion, ce qui simplifie les problèmes linguistiques !

Finalement, la publicité, regardée au deuxième degré, reflète la spécificité québécoise. Certains annonceurs l'ont mieux compris que d'autres et savent ainsi faire fructifier leur implication locale.



## Profession: correspondant étranger

Les journalistes étrangers sont de par leur profession obligés d'aller à la rencontre de la culture du pays où ils travaillent. Pour connaître leur vision de l'interculturalité à Montréal nous avons rencontré deux journalistes français.

NICOLAS DELERUE

**Q**uitter son pays pour devenir correspondant d'un journal à l'étranger nous oblige à découvrir la culture du pays dans lequel on travaille tout en restant au fait de la culture de celui d'où l'on vient pour rester à l'écoute de ses lecteurs. C'est aussi une aventure fascinante. C'est cette aventure qu'ont choisi de vivre Anne Pélouas, aujourd'hui correspondante à Montréal pour l'Agence France-Presse (AFP) ainsi que pour le journal *Le Monde* et Alain Gerbier, correspondant du quotidien français *Libération*.

Alain Gerbier a quitté la France en 1967 car il refusait de faire son service militaire (obligatoire en France pour tous les garçons nés avant 1979) et s'est réfugié à Toronto. Puis, ayant réglé ses problèmes avec l'armée, il est rentré en France et a couvert des événements dans plusieurs pays étrangers (Allemagne, Afghanistan, Iran...) avant de revenir s'installer au Canada. Pour sa part, Anne Pélouas a quitté la France il y a dix ans, car les relations de travail telles qu'elles existent en France lui déplaisaient. Elle voulait s'affranchir du poids de la hiérarchie, par « goût de la liberté professionnelle » et elle a alors décidé de venir s'établir comme pigiste au Québec, où elle avait des amis.

Chaque quartier de Montréal a sa

particularité

Malgré leur origine française commune, ils ressentent différemment leur insertion dans la communauté montréalaise. Selon Anne Pélouas, « on n'est pas un étranger à Montréal. » La ville est tellement cosmopolite que les gens y ont une ouverture naturelle qui fait que quelle que soit notre origine, l'on peut s'y sentir chez soi. Pour Alain Gerbier, au contraire, l'intégration totale semble impossible. Lui aussi se sent à l'aise à Montréal, mais, pour les autres, son accent et ses origines font qu'il reste un étranger. Il raconte qu'il a fait partie de l'équipe qui a fondé le journal *Le Jour* avec René Lévesque et à l'époque, déjà, on lui faisait ressentir qu'il était un « importé ». C'est d'ailleurs une situation paradoxale, car, professeur à l'UQAM depuis 14 ans, il connaît mieux l'histoire du Québec que ses étudiants.

Tous deux se sentent plus proches de la communauté francophone de Montréal que des autres communautés, mais là encore, leur perception de la séparation entre les différentes communautés diverge légèrement. Quand elle est arrivée, Anne Pélouas a nettement vu la séparation entre les francophones à droite du boulevard Saint Laurent, les anglophones à gauche, les Chinois au sud, l'Europe de l'Est au centre et les Italiens au nord. Selon elle, cette séparation s'est atténuée, mais demeure très

marquée, et il lui arrive parfois d'aller, pour des raisons professionnelles, dans des quartiers où elle n'était encore jamais allée. « On peut très facilement ignorer certains quartiers », remarque-t-elle. Pour Alain Gerbier, c'est avant tout le quartier qui est déterminant et non la langue. Il a vécu dans différents quartiers et a remarqué qu'à chaque fois, on s'adapte à la manière de vivre de son quartier. « Montréal est une juxtaposition de villages », constate-t-il. Toutefois, lui aussi remarque que cette nuance est beaucoup moins marquée aujourd'hui qu'elle l'était lorsqu'il est arrivé. La rue Saint-Laurent semble être beaucoup moins une frontière linguistique aujourd'hui qu'avant et, selon lui, la séparation entre anglophones et francophones est maintenant plutôt marquée par la rue Peel. D'ailleurs sur le plan culturel, la dichotomie entre francophones et anglophones lui semble erronée. « Le Canada est formé de cinq entités culturelles distinctes : Les Maritimes, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique. » Chacune de ces entités ayant sa propre culture. Et les anglophones du Québec ? Ce sont des Québécois ! « C'est débile de vouloir gommer les anglo-québécois du Québec, car ce sont souvent des personnes bilingues intégrées à la vie du Québec. Ils ont fait le choix d'y vivre,

et ce, malgré la loi 101. »

« C'est la méconnaissance de l'autre qui amène les tensions »

Plutôt qu'une indépendance totale du Québec, il imagine un Canada confédéral formé de cinq régions autonomes, un peu comme l'Europe. « Il y a eu, au début des années 80, de forts mouvements indépendantistes à l'ouest, car les gens étaient écoeuvrés que toutes les décisions soient prises à l'est » rappelle-t-il. Dans cette hypothèse, il ne craint pas une fusion des quatre entités anglophones avec les États-Unis, car « il reste un vieux fond loyaliste, ce n'est pas le même idéal qui constitue le pays. » Il pense qu'une plus forte indépendance serait probablement une chance pour tout le monde, puisque « c'est la méconnaissance de l'autre qui amène les tensions. » Une indépendance saurait mettre un terme à la stigmatisation sur la langue et permettrait à chacun de découvrir l'autre (ou les autres) sur des bases plus saines.

Suite en page 8



# La culture fourre-tout

Jérôme Lussier

*Avec la venue du Politically Correct et de son idéologie relativiste, il semble que la notion de culture devienne souvent une espèce de paravent universel, un mur qu'on érige pour se protéger de tout esprit critique. Principe d'identité inviolable, voire indiscutable, l'idée moderne de culture se frappe néanmoins à certaines difficultés, et en arrive même à présenter des contradictions dérangeantes.*

Une des premières questions posées dans les formulaires d'inscription aux universités américaines concerne l'origine ethnique du candidat. Il s'agit de cocher la case correspondante, selon que vous êtes Noir, Jaune, Blanc, Rouge ou Brun. En général, plus vous êtes foncé, plus on vous aide. Seulement, si vous êtes comme un nombre croissant de gens dans le monde, la question peut devenir compliquée. Les mélanges raciaux sont de plus en plus fréquents, et donnent lieu à des situations cocasses et troublantes, comme dans le cas du golfeur Tiger Woods, issu de parents et ancêtres d'à peu près toutes les nationalités. Quelle case ce dernier devrait-il cocher ? Lui-même s'est posé la question, et l'écho a fait le tour des États-Unis. Au même moment, d'autres se sont demandés si on n'accordait pas trop d'importance aux notions de race et de culture, par rapport au concept d'individualité : serions-nous allés trop loin dans l'importance accordée au *background* des individus ?

Le mot « culture » revêt aujourd'hui un caractère presque sacré. Les universités ont créé des programmes de *cultural studies*, et ce qu'on appelle le *cultural relativism* module les travaux de plusieurs champs d'étude, de l'anthropologie à l'histoire, en passant par la sociologie et la psychologie. Sans parler du journalisme. Plus question de parler de meilleurs ou de pires : seulement de cultures différentes, au-delà desquelles tout jugement s'arrête.

S'inspirant des principes de respect et d'ouverture récupérés par le vaste mouvement *politically correct*, cette tendance vise à corriger les abus d'un passé qu'on juge patriarcal, intolérant, fasciste. Peu surprenant, donc, de voir les organisations féministes, gaies et celles représentant les minorités ethniques se presser sous la bannière de cette nouvelle idéologie. Pour s'insérer plus facilement, on parle même de plus en plus d'une « culture gaie », d'une « culture fémi-

niste » et même d'une « culture sourde ». En effet, à partir du moment où cette reconnaissance magique de « culture » est accordée à un groupe d'individus, ces derniers se trouvent pratiquement placés au-dessus de tout jugement. Dans la mesure où l'on justifie une opinion, une pratique ou un besoin en faisant appel à sa culture, les questions s'arrêtent, et les portes s'ouvrent. Et surtout dans les milieux « conscientisés ».

Un exemple ? Certains membres de la « culture sourde » font appel à cette notion de culture pour défendre aux médecins d'opérer des nouveaux-nés malentendants dans le but de leur rendre l'ouïe, sous prétexte qu'une telle intervention revient à peindre des bébés Noirs en blanc, pour leur simplifier la vie. Selon ces derniers, on naît Sourd comme on naît Chinois : pas question de faire quoi que ce soit pour « changer d'identité ».

Cette course à l'accréditation culturelle donne cependant lieu à quelques paradoxes. Ainsi, dans la même foulée idéologique, il faudrait défendre le féminisme et tolérer les pratiques islamistes concernant les femmes. La cohérence néo-bien-séante élémentaire ne dicte-t-elle pas qu'il faut accepter et comprendre les cultures différentes, et voir qu'à chaque société correspond un ordre social et éthique qu'on ne peut juger ? Dans le même sens, faut-il accepter la « culture nazie » comme on accepte la « culture rave », avec ses modes et ses idées propres ? Il est amusant de noter que Ross Rebagliati, notre olympien gelé préféré, a été défendu de toutes parts sous prétexte que la marijuana fait partie intégrante de la « culture du surf des neiges ». L'incident aurait-il été plus grave s'il avait été patineur ?

## Le cas de la discrimination positive

Au niveau ethnique, les mêmes problèmes surgissent, mais avec des conséquences potentiellement plus graves que la perte d'une médaille, fut-elle olympique. Là encore, l'importance accordée à l'appartenance à un groupe finit parfois par dépasser celle qu'on attribue à l'individu lui-même. Les mesures sociales instaurées par le gouvernement américain pour favoriser les minorités en sont un bon exemple. On a répliqué à la discrimination par la discrimination, en changeant simplement de couleur. On ne permettait qu'aux hommes Blancs d'aller à l'université ou d'être embauchés ? Ce sont désormais les femmes et les Noirs qu'on favorisera, d'où les questionnaires sur l'origine ethni-

que du candidat. Le mécanisme est simple : les institutions affichant les plus fortes proportions de membres de minorités reçoivent le plus de subventions, d'où la course que se livrent les universités américaines pour recruter ces précieux individus.

Une fois de plus, cette importance accordée à la culture, ethnique ou autre - à quand les quotas de personnes gaies ou lesbiennes, handicapés, punks ou surfeurs sur neige ? - fait courir un grave danger à ceux-là mêmes qu'elle essaie de protéger. C'est en tout cas ce qu'en pensent le grand nombre de Californiens qui ont voté en juin dernier pour la proposition 209, abolissant du coup les mesures favorisant les minorités ethniques dans leur État. Ward Connerly, homme Noir et leader de ce mouvement contre la discrimination positive (*affirmative action*), explique que le coup de pouce artificiel donné par plusieurs institutions (privées et publiques) aux membres des minorités constitue en fait un cadeau empoisonné. « Ces mesures nourrissent l'animosité des Blancs et confirment l'infériorité des Noirs » ajoute-t-il, en proposant de remplacer les programmes existants par des mesures d'aide économique.

Cette suggestion a le mérite énorme de rétablir la méritocratie, principe crucial des sociétés modernes, et menacé par les mesures de discrimination positive qui laissent toujours planer un doute : tel étudiant Noir de Berkeley a-t-il été admis en raison des exigences inférieures pour les Noirs, ou à cause de son dossier excellent ? Un support strictement économique permet en effet de rétablir la crédibilité de tous, tout en s'assurant qu'aucune discrimination financière n'empêche les étudiants Noirs compétents de fréquenter les meilleures institutions. Le chemin est plus ardu, mais conduit à un changement social véritable, loin de « la diversité artificielle que les mesures discriminatoires ont fait apparaître », renchérit M. Connerly.

Le concept moderne de culture essaie de nier le prix des révolutions : peut-être est-ce la morale de l'histoire. L'auto-promotion a ses limites ; éventuellement, les généralisations faites sous le compte de la néo-bien-séance apparaissent fades. Pourrait-on affirmer que la reconnaissance se mérite ?

Sans cela, le mot culture finit par ne plus rien signifier. Comme l'idée de mérite. On oublie l'individu. Et quand on substitue la tolérance aveugle au jugement critique et un relativisme mou à une certaine échelle de valeurs transcendantes, quelque chose d'essentiel à l'homme est perdu. Une impression de sens. Le bon sens, peut-être.



Blanche, Noire ou Bleachée ?

# Concordia Salus ou les dangers du multiculturalisme

Christophe Pelese

Ainsi commence le répertoire des activités et des services de la Ville de Montréal : « Une image vaut bien mille mots, et Montréal possède ses symboles qui représentent à la fois son histoire, sa population et sa pensée ». La célébration, cette année, du soixantième anniversaire de l'adoption des armoiries officielles de notre ville et le sujet de ce numéro spécial sont l'occasion rêvée pour, au travers de ses symboles, donner un éclairage intéressant voire inquiétant sur la situation de Montréal face à son multiculturalisme qui en est une des caractéristiques et un des attraits principaux.

Les armoiries de la Ville ont été adoptées en avril 1938. Les quatre symboles des communautés originelles de Montréal, la fleur de lys pour les français, la rose pour les anglais, le chardon pour les écossais et le trèfle pour les irlandais sont disposés au quatre coins de l'écu, séparés par la croix héraldique. Comme on

peut le voir, l'idée de multiculturalisme est déjà présente à l'époque dans cette disposition, et malgré une impression de division, ces symboles sont entourés d'un rinceau de feuilles d'érable gris pour symboliser les relations de bonne entente qui lient les diverses communautés de la population montréalaise. Enfin, la devise « Concordia Salus » signifiant « Le salut par la concorde » annonce clairement une volonté et même une nécessité de coopération entre ces communautés. Pourquoi une telle nécessité ?

L'histoire de notre ville est jalonnée de tensions et de conflits entre ses différentes communautés et il est vrai qu'un multiculturalisme pur, c'est-à-dire une simple juxtaposition de cultures ne peut conduire qu'à des dissensions. Prenons un exemple tragique de juxtaposition cultu-

relle qui ne concerne pas Montréal : celui des communautés juives. Elles ont souvent fait l'objet de persécutions à diverses époques et sous divers régimes. Pourquoi ?

Une des réponses à cette difficile question se trouve dans l'attitude de ces communautés face à leurs voisins. Un certain repli traditionnel a conduit à une simple juxtaposition de leur culture par rapport aux autres cultures environnantes, et en a fait les victimes idéales lorsqu'il s'est agi de trouver des boucs émissaires : On ne connaît pas donc on craint. Voilà le danger du multiculturalisme et la raison de la nécessité d'une telle devise pour Montréal.

Malheureusement, il semble que les erreurs du passé ne servent pas toujours de leçon et que l'on remarque un tel repli dans certaines communautés

montréalaises, encore de nos jours. Bien qu'elles ont évolué au cours de l'histoire ( grecs, portugais, juifs, chinois ) et qu'une certaine fermeture reste nécessaire, il semble que chacune d'entre-elles tente de développer et de préserver sa culture, de se battre pour ses droits, le plus souvent au nom d'un « droit de la minorité », sans forcément faire des relations inter-communautaires une de leur principales priorités. C'est une chose de vivre chacun dans son coin, c'en est une autre, bien plus difficile à réaliser, pour chacun de nous, de chercher à connaître ses voisins.

S'il est vrai qu'à Montréal les communautés sont sans doutes moins fermées que dans d'autres villes du pays, le danger d'un repli trop important est toujours bien réel et il est dommage que les armoiries et la devise de notre ville ne soient pas plus connues de sa population. Alors rappelez-vous : « Concordia salus ».







## Le Québec et l'intégration des immigrants

# Vers une culture francophone métissée

Sylvain Larocque

**L**a loi 101 et la francisation massive des immigrants qu'elle a entraînée aurait-elle contribué à l'émergence d'une culture québécoise métissée? Dans les cercles culturels, on s'emballe vite de voir des groupes musicaux comme Dubmatique, des acteurs comme Maka Kotto ou des écrivains comme Ying Chen, tous nés à l'étranger et issus des « minorités visibles » remporter un succès populaire. On se réjouit et on se rassure : enfin le Québec multiculturel se fait visible, à l'instar des autres sociétés nord-américaines. Mais que penser de cet engouement soudain pour l'Autre? Ne serait-il que passager et narcissique? Peut-on éternellement confiner ces créateurs néo-québécois dans le carcan de l'altérité?

Il y a certes lieu de s'émouvoir du fait que des artistes néo-québécois expriment leur art en français, malgré le fait qu'ils proviennent de pays non francophones. Avant la Révolution tranquille, les Québécois francophones voyaient difficilement comment ils pouvaient intégrer les allophones dans leur langue. On explique généralement cette attitude par le légendaire sentiment d'infériorité des Québécois face à l'Autre et par l'attrait des allophones à apprendre d'abord l'anglais, la langue des affaires en Amérique du Nord.

Mais les choses ont bien changé depuis la loi 101, adoptée en 1977. Il est maintenant concevable pour la majorité des francophones d'intégrer les immigrants à leur société en français. Les Québécois auraient pris goût et fierté à partager leur langue et leur culture. Mais ce changement de mentalité, allié à un outil juridique puissant (la loi 101) a-t-il vraiment incité la nouvelle génération d'artistes néo-québécois à créer en français?

### Le rôle de la France

La vaste majorité des artistes néo-québécois qui créent aujourd'hui en français sont

passés par la France avant d'arriver au Québec. Sont encore rares ceux qui sont arrivés au Québec sans connaître le français et qui créent aujourd'hui dans cette langue.

Selon Simon Harel, professeur au Département d'études littéraires de l'UQAM, les « les enfants de la loi 101 », ces jeunes immigrants scolarisés « de force » en français, pourraient éventuellement contribuer de façon significative à la culture québécoise dans cette langue, mais il est trop tôt pour en juger. « Parmi mes étudiants, la mosaïque multiculturelle se fait encore discrète », affirme-t-il. Jusqu'ici, c'est surtout la France et son rayonnement international qui a contribué à la francisation des artistes d'origine allophone.

Si les dispositions scolaires de la loi 101 (école française obligatoire) pourraient avoir un effet à long terme sur le nombre d'artistes d'origine allophone qui créent en français, l'espace francophone québécois ne sera jamais assez fort pour amener une majorité d'entre eux à aller naturellement vers le français. « Le fameux village d'Astérix n'a jamais existé et d'existera jamais au Québec. La majorité francophone devra toujours composer avec la réalité francophone et anglophone. », ajoute Simon Harel.

### L'engouement pour la culture migrante

« La littérature qu'on dit migrante [écrite par des écrivains nés à l'étranger] est en vogue depuis une dizaine d'années et l'engouement semble s'accroître », soutient M. Harel. On pourrait facilement dire la même chose de la musique québécoise composée par des Néo-Québécois, et, à plus grande échelle, de la cuisine internationale. Cet intérêt que porte l'homo-quebecus pour

l'Autre suscite maintes explications sociologiques, mais aucune ne semble pouvoir cerner entièrement le phénomène. On parle de narcissisme : les Québécois prendraient goût à l'Autre pour que, par la suite, celui-ci s'intéresse à eux. D'autres parlent simplement de l'ouverture sur le monde grandissante des Québécois alors que certains n'y voient que la curiosité passagère que provoque la différence.

Il faut au moins espérer que les artistes néo-québécois — et le public — sauront profiter de cet engouement populaire pour intégrer de façon durable cette création rafraîchissante dans le cadre plus large de la culture québécoise, pour le meilleur ou pour le pire.

### La littérature immigrante au Québec

# Miroir malgré lui

par Isabelle Porter

**O**n a tendance au Québec à faire tout un cas de la présence et du succès des créateurs d'origine étrangère. Les Lhasa de Sela, Ying Chen et Neil Bissoondath sont devenus les fiers symboles de la réussite de l'intégration à la québécoise, du pluralisme souriant. Cette exaltation du pluriel paraît pourtant excessive lorsqu'on la place à côté des tensions toute aussi démesurées qu'a pu susciter la présence de ces artistes dans certains milieux.

On se souvient de la fameuse « affaire LaRue » qui a littéralement envahi les pages « Idées » du *Devoir*

au printemps dernier. Ce débat venait poser de difficiles questions quant à la place donnée aux écrivains d'origine étrangère dans notre patrimoine littéraire. Dans son livre *L'Arpenteur et le Navigateur*, Mme LaRue discutait avec un ami écrivain se sentant envahi et culturellement menacé par le succès grandissant des écrivains étrangers au Québec. Loin de défendre un tel point de vue, Mme LaRue ne l'aurait pas condamné assez sévèrement. D'où les accusations incendiaires de Mme Skoka, directrice de

*La Tribune Juive*, qui comparait Mme LaRue à Jean-Marie Le Pen et Louis-Ferdinand Céline. Les pourfendeurs et défenseurs de Mme LaRue se sont donc lancés la balle durant des mois, au terme desquels Mme Skoka et Mme LaRue se seraient finalement « réconciliées », il y aurait eu malentendu, Mme LaRue n'étant définitivement pas xénophobe ni apôtre d'un soi-disant nationalisme ethnique. Simple malentendu ou malaise véritable?

En mettant en évidence le niveau de susceptibilité que pro-

voque la réflexion québécoise, ce débat a soulevé quant à la détermination de la littérature migrante d'une part, quant aux liens entre celle-ci et l'identité

### Deux visages de la littérature

À l'appellation « littérature migrante » on a vu vent tendance à caractériser l'ethnisme de la littérature mi-

## Entrevue avec Sergio Kokis

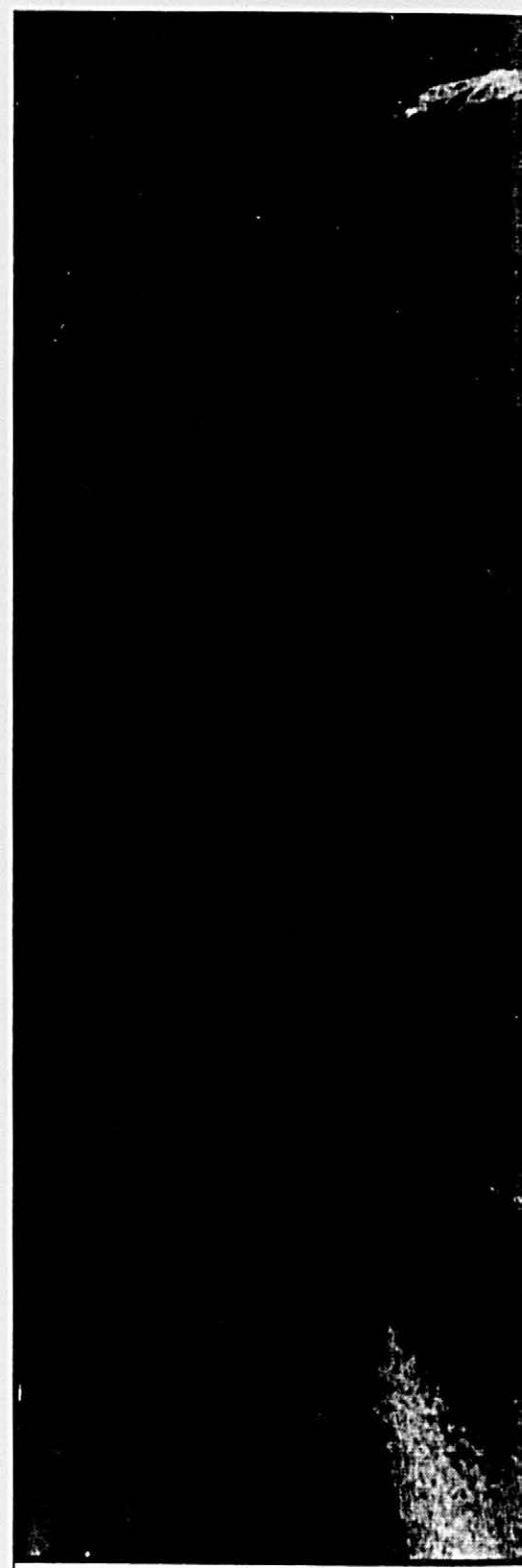
Sylvain Larocque

**L**e monde littéraire aime les phénomènes comme Sergio Kokis. Brésilien d'origine, « allophone » pour les démographes, « transplanté » pour les sociologues, « ethnique » pour Parizeau, il a mis en veilleuse son travail de psychologue pour se donner le temps de peindre, et d'écrire. Après avoir publié quatre romans en français chez XYZ Éditeur, on aime à le voir comme un des représentants les plus éclatants de la littérature dite « migrante » au Québec.

« Ici au Québec, on parle beaucoup de « littérature migrante », et je pense que c'est une erreur très grave, lance d'emblée Sergio Kokis. Il n'y a pas de « littérature migrante », toute littérature est migrante. Tout écrivain, qu'il soit immigrant ou non, doit utiliser le langage de l'autre, parce qu'il parle de l'autre dans ses récits. Je ne vois pas de différence fon-

damentale entre le travail d'un écrivain migrant et celui d'un écrivain autochtone. Les deux doivent toujours prendre du recul, se faire étranger à

# Qui



« Si vous étiez un narco-trafiquant »



# n'est pas immigrant ?

société, voire à pour pouvoir histoires, et paraît le jeu de tricherie tion. »

## La création de l'identité

Sergio Kokis introduit ici deux thèmes récurrents de son oeuvre littéraire : l'identité et le mythe de la création. fut



vous pourriez acheter vos professeurs »

Comme la plupart des écrivains immigrants, son premier roman, *Le Pavillon des miroirs* est autobiographique et met en scène un narrateur déchiré entre ses souvenirs d'enfance dans son pays natal et sa vie d'adulte en sol québécois. *L'art du maquillage*, son quatrième roman, traite de l'imposture et de la tricherie dans l'art, sujet que l'écrivain-peintre connaît bien et sur lequel il voulait écrire depuis longtemps.

Dans son roman à paraître, intitulé provisoirement *Un sourire blindé*, Kokis revient à la thématique de l'identité chez l'immigrant. « C'est l'histoire d'un très jeune enfant qui essaie de comprendre la société québécoise à travers ce que ses parents lui ont raconté, c'est-à-dire que le Québec est l'enfer sur terre », raconte Kokis.

« L'immigrant adulte est souvent nostalgique de son

l'étranger. » M. Chartier prend pour exemple la littérature migrante de Monique Proulx, une auteure d'origine québécoise qui dans son dernier roman *Les Aurores montréalaises* donne la

pays d'origine, qu'il voit comme le paradis perdu, poursuit l'écrivain. Mais l'enfant d'*Un sourire blindé* se rend vite compte qu'il n'en est rien, et que le Québec n'est pas si mal que ça. L'identité, c'est comme un récit, c'est l'ensemble des histoires que l'on se raconte à soi-même, en arrondissant les coins. Et l'immigrant, qui se dit « mon pays était magnifique, mon passé fut génial », commence à mentir, à dorer la pilule, à fonder son propre mythe. Il en a bien besoin, car il doit continuellement se poser la question à savoir : pourquoi ici plutôt qu'ailleurs ? Une fois qu'on a rompu avec son identité initiale, n'importe quelle identité est bonne : il n'y a qu'à la choisir. »

Cette perpétuelle contradiction chez l'immigrant rejoint selon Kokis le problème identitaire au Québec : « Comme le Québécois moderne est un immigrant en Amérique du Nord, il peut faire comme les autres immigrants et puiser dans son lointain passé pour se forger une identité. Mais le mythe du Québec parfait, passéiste et catholique, ne convient plus à personne. Le problème est donc le suivant : si cette identité *ready-made* ne convient pas aux Québécois d'aujourd'hui, alors qu'est-ce qu'on fait ? »

## Le Québec n'est pas seul

L'éternelle ambivalence de l'identité québécoise explique, selon Kokis, l'engouement actuel

tier. Pour ce dernier, s'il faut ouvrir le concept de littérature migrante à des non-immigrants, le véritable talent de l'écrivain immigré réside toutefois dans sa capacité à dépasser l'autobiographie de la migration. Le piège est d'autant plus dangereux qu'il vend, le lecteur étant toujours assoiffé d'histoires vécues et exotiques.

## Le Québec : laboratoire de l'identité

Par ailleurs, l'attitude des Québécois par rapport à cette présence nouvelle paraît être double. À une véritable fascination pour l'autre, pour l'interculturel, se mêle une certaine peur de perdre la culture d'ici. « *Minoritaire parmi les minoritaires, l'écrivain d'origine immigrante se trouve dans l'inconfortable position de miroir qui renvoie les terreurs d'une déculturation tant redoutée.* » \* Ilôt francophone en Amérique du Nord, le Québec

pour la culture migrante au Québec. « Le Québécois, qui est un être cosmopolite, s'intéresse à l'autre, probablement pour que l'autre s'intéresse ensuite à lui, explique-t-il. Il y a un lien évident entre la situation des Québécois et leur admiration et leur respect pour l'étranger. » Le Québécois a besoin de reconnaissance, comme l'immigrant, et il s'exprime beaucoup, d'où le « foyer de créativité gigantesque » présent au Québec.

La littérature migrante peut servir selon Kokis de « sortie du mythe vers la réalité » en ce sens qu'elle met en contact les habitants de souche avec la réalité extérieure. L'écrivain-peintre note l'exemple de l'Allemagne, « seul autre endroit avec le Québec » où la littérature de l'autre attise les passions. « Les Allemands sont très embêtés, parce que des auteurs turcs de l'Afghanistan, qui écrivent en allemand des romans sur la vie quotidienne, sont très prisés. La belle culture allemande, reconnue à travers le monde intellectuel pour son raffinement et son formalisme, est inconnue du peuple allemand ! » La situation en Allemagne est loin d'être identique à celle du Québec, mais il vrai que peu d'autres sociétés occidentales font des histoires avec la littérature migrante.

## Les pouvoirs de l'étranger

Même si Kokis soutient que ce n'est pas sa situation d'immigrant

constitue, selon Pierre Nepveu, « un véritable laboratoire de la pensée pluraliste et des réflexions critiques sur l'identité. »

Il semble y avoir consensus autour de l'idée que la présence d'écrivains étrangers est à l'origine d'une « *reproblématisation de l'identité québécoise* » \*\*. Une situation, selon Messieurs Nepveu et Chartier, aussi inconfortable que nécessaire, qui oblige la culture québécoise à affronter ses vieux démons et ses nouvelles angoisses. S'il y a malaise, autant le confronter. M. Chartier fait par ailleurs remarquer que cette présence immigrante n'est pas nouvelle, elle remonte même assez loin au 19<sup>e</sup> siècle. Mais ce n'est toutefois que depuis les années 80 que la question de littérature migrante fait l'objet d'un véritable débat intellectuel.

L'observateur est bien évidemment tenté de voir en ce chambardement du milieu littéraire un microcosme des défis de notre société

qui l'a précisément amené à écrire, il reconnaît que ce statut particulier dans la société québécoise lui permet de dire des choses que les « pure laine » ne peuvent dire, notamment sur l'état du français au Québec, parce qu'il écrit dans cette langue étrangère « par choix affectif ».

Ainsi il ne se gêne pas pour critiquer l'état de la langue au Québec. « La qualité du français à Radio-Canada est minable. Il y a bien sûr eu des progrès considérables depuis la loi 101, mais je crois qu'ils sont davantage quantitatifs que qualitatifs. »

À preuve, Kokis a l'impression qu'il parlait mieux français lorsqu'il vivait en France que maintenant, 25 ans après son arrivée au Québec. Dans *Le Pavillon des miroirs*, il insinue que les Québécois veulent protéger une culture qu'ils méprisent. « J'ai parfois l'impression d'avoir été triché, raconte-t-il. On m'a dit de venir ici et d'apprendre le français, mais ce que je constate, c'est que les Québécois eux-mêmes ne l'ont pas appris complètement. Rapidement, les immigrants comme moi se rendent compte qu'il est très difficile de bien apprendre le français des Québécois. C'est bien beau la loi 101, mais si les gens ne font pas l'effort de bien parler leur langue et d'en être fiers, alors les étrangers vont se moquer d'elle. Le français est en décadence partout dans le monde, donc si on veut survivre, il faut être extrêmement exigeant avec sa langue. Il faut la cultiver avec un surplus de fierté »

dans son ensemble. En même temps, il ne faudrait pas donner à ces écrivains un rôle politique qu'ils ne prétendent pas vouloir jouer. Si certains d'entre eux (Marko Mikone, Sergio Kokis) se prêtent avec plaisir à des discussions politiques, d'autres, comme Neil Bissoondath, semblent souffrir du fait qu'on les questionne davantage sur leur identité culturelle et leurs options politiques que sur le contenu de leurs romans. Comme dit Sergio Kokis, « *un écrivain est avant tout un être qui raconte des histoires* ».

\* Fulvio Caccia, *Le roman francophone de l'immigration en Amérique du Nord et en Europe : une perspective transculturelle*, dans *Métamorphoses d'une utopie*, p. 93.

\*\* Régine Bobin, *L'impossible Québec pluriel : la fascination de la "souche" dans Les Frontières de l'Identité*, p. 307.

on sur l'identité te querelle est des questions inition qu'on ératione immi- part et, d'autre relations entre tité québécoise.

## lons de la migrante

on « littérature urait trop sou- associer le ca- e: appartient à grante, l'immi-

grant, quelle que soit son oeuvre. Pour l'auteur Pierre Nepveu, du département de littérature française de l'Université de Montréal, cette « ghettoisation littéraire » est plutôt inquiétante, d'autant plus qu'elle est entretenue dans certains manuels scolaires publiés récemment. Il prétend que c'est par ses thèmes et son contenu qu'une littérature est migrante, point de vue partagé par Daniel Chartier, qui donne cette session-ci à McGill le cours « La littérature nationale au Québec et les écrivains nés à

parole à des personnages immigrants.

## Le piège autobiographique

Exil, mémoire, quête d'identité, déchirement et déracinement : tels sont les thèmes-clés de la littérature migrante. Le parcours migratoire est pourvoyeur de souffrances fertiles pour l'imaginaire. L'expérience de l'immigration peut même donner naissance à l'auteur en créant le besoin de raconter ce qu'on craint de perdre, pour paraphraser M. Char-





## Les missions religieuses d'aujourd'hui



CÉDRIC JOUVE

« Allez-donc : de toutes les nations faites des disciples ! » lançait avec énergie Jésus aux apôtres. La mission d'évangélisation engendrée par le Verbe divin allait dès lors mobiliser des générations de chrétiens. Le but originel était d'annoncer la Bonne Nouvelle à l'humanité tout entière, cependant, au cours des siècles, les moyens et les fins ont été intervertis ou modifiés. Ce qui a donné lieu à des déviations. Aujourd'hui, qu'en est-il de la Mission ? Quelle est son idéologie, son action ? A-t-elle un rôle à jouer ?

### Des apôtres éclairés ?

Aux origines de la chrétienté, l'idée de mission était avant tout de faire partager aux Hommes le message de Jésus. Les apôtres agissaient de manière libre et tolérante. Cependant, en tant qu'institution, l'Église a pris peu à peu de l'importance jusqu'à devenir très puissante et politisée. Les missionnaires ont dès lors agi sous le couvert de hiérarchies autoritaires dont le but était d'imposer la civilisation occidentale aux autres pays. Avec les grandes colonisations, surtout au cours du 19<sup>e</sup> siècle, les missions ont renforcé le courant d'impérialisme culturel même si un effort de développement a été fait. L'idéologie de la mission était : « Nous avons la vérité, vous non, alors nous vous l'apportons ! ». Ce message profondément unidirectionnel et aliénant a causé de nombreux dégâts dans la culture autochtone, principalement en Afrique.

Depuis les conciles Vatican I et Vatican II (1962-1965), il semble que l'Église fasse un effort de rénovation qui se traduit par une plus grande ouverture aux valeurs actuelles, un esprit de tolérance, un effort de dialogue inter-religieux et inter-confessionnel (œcuménisme) et un retour au sens originel du message divin. De ce fait, l'idéologie des missions a évolué. D'ailleurs, comme le fait remarquer le père Michel Carbonneau (père blanc d'Afrique et ancien missionnaire au Burkina Faso), on ne dit plus « les missions » mais « La Mission » en ce sens qu'il s'agit plus d'un concept global que d'une approche ponctuelle.

# Missions, missionnaires, missionnés

## Néo-Évangélisation ou néo-colonisation ?

Michel Carbonneau explique que l'évangélisation, au sens actuel, est à double sens : « On ne peut pas évangéliser sans se laisser évangéliser. En effet, quand on vit avec une population non-chrétienne, on donne mais on reçoit aussi. Auparavant les missionnaires pensaient détenir la vérité, les rapports étaient unilatéraux alors qu'en réalité il s'agit d'une découverte progressive, d'un échange. On prend conscience qu'il existe plusieurs façons de faire les mêmes choses, de penser, d'agir, de réagir. En allant à la rencontre de l'autre, on apprend à le connaître et il nous dévoile un autre visage du Christ. C'est un enrichissement mutuel... »

Le travail du missionnaire est principalement, selon Michel Carbonneau, de « faire prendre conscience à tous que Dieu est déjà là parmi eux et les aime ». Mais les missionnaires ont aussi une action plus concrète à but humanitaire et de développement. « Le but est le bien-être de l'Homme en général tant au niveau spirituel que matériel et physique. C'est pourquoi les pères blancs ont construit des écoles, des barrages et s'investissent dans l'éducation, la formation ainsi que dans les soins sanitaires » souligne M. Carbonneau. Selon lui, il faut produire des signes visibles que la bonne nouvelle est là. En ce qui concerne l'intégration des missionnaires dans les pays visités, elle se traduit par l'apprentissage de la langue du pays, des coutumes... Ceci permet de mieux comprendre la culture autochtone et ainsi de mieux communiquer. Par ces efforts « les habitants comprennent qu'on s'intéresse à eux, qu'on est là avec eux et pour eux ». Le « succès » de La Mission ? « C'est lorsque les autochtones vivent à l'africaine et que le message de l'évangile les a transformés, enrichis. Par la suite, ceux-ci prennent le relais des missionnaires en faisant connaître ce qu'ils ont reçu ». Mais, si on se situe du côté des autochtones, quel est l'impact réel des activités missionnaires ?

## Vision d'un africain

Nabé Vincent Coulibaly (philosophe spécialiste de l'éthique et du développement) est d'origine malienne et a été éduqué par des missionnaires. Il évalue de manière relativement positive l'action des missions (au Mali) en ce sens que leur attitude n'est pas prosélyte mais qu'ils ont fait preuve de tolérance et se sont investis dans le développement du pays. Ils ont entre autres participé à l'amélioration sanitaire et à la qualité de l'éducation. Nabé Vincent, issu d'un milieu animiste souligne qu'il a pu sans problème conserver ses racines culturelles tout en adhérant à la religion chrétienne. De ce point de



vue là, les missionnaires n'ont pas fait pression pour obtenir des conversions forcées. Par ailleurs, il reconnaît un rôle social à l'Église et pense que son action est positive tant que le message est intégré à la culture. Ainsi, au Mali, les célébrations chrétiennes se sont adaptées pour intégrer le côté plus festif de la civilisation africaine traditionnelle. Bien que la population soit minoritairement chrétienne,

il note qu'elle est attachée à l'Église.

Cependant, bien que l'action des missionnaires ait de nombreux côtés positifs, il est nécessaire, d'après Nabé Vincent Coulibaly, de souligner quelques failles et inadaptations.

### Où les missions pêchent...

Tout d'abord, l'erreur principale se situe au niveau de la question du développement. Par le passé, les missionnaires ont voulu changer la réalité autochtone par des solutions extérieures qui ignoraient les données réelles. Ceci eu pour effet de biaiser le développement en écrasant les volontés et les besoins locaux. « C'est ce qui a manqué dès le départ » remarque Nabé Vincent et d'ajouter « La dimension de l'autre a été complètement occultée ». Aujourd'hui, cette attitude à tendance paternaliste a peu changé même si on observe des avancées significatives du point de vue théorique. Concrètement, les occidentaux doivent apprendre à gérer les priorités avec l'aide de la population. Nabé

Vincent illustre ce problème par un exemple simple : « Tu vas dans un village, tu veux nourrir les enfants mais la population te dit que le problème est ailleurs ». Il faut donc prendre le temps d'analyser le problème sur place. C'est-à-dire comment les habitants voient les choses ? Quelles sont leurs priorités ? Sur quel projet sont-ils prêts à s'impliquer ? Le moteur du développement, c'est que la population définisse ses objectifs et s'implique dans l'action. Dans ce processus, l'État et les occidentaux doivent être partenaires et non pas des gestionnaires inconscients des réalités. Cependant, le problème soulevé ici ne vise pas uniquement les missions mais l'action des occidentaux en général, y compris les multiples associations humanitaires.

Ensuite, au niveau des missions plus particulièrement, on observe encore une centralisation très forte par une institution qui n'a pas toujours suffisamment de liens avec les autorités locales. Le Vatican a une influence non négligeable, ce qui est parfois négatif vu les propos du pape Jean-Paul II. En effet, ses analyses ne sont pas toujours liées à la réalité africaine. Nabé Vincent pense que les décisions sont prises de trop haut ce qui renvoie au problème précédent.

Enfin, dans les pays d'Afrique où la religion chrétienne compte plus de fidèles, l'Église a tendance à être moins respectueuse des valeurs locales et a plus une attitude prosélyte. Le sens de la relation inter-culturelle est moins bi-directionnelle. Par ailleurs, Nabé Vincent remarque que depuis les années 80, de nombreuses sectes protestantes se sont implantées sur le territoire africain et affichent clairement leur prosélytisme. Exemple de cette conversion autoritaire : « Elles élaborent des projets intéressants pour la population et posent comme condition de participation à ces projets l'adhésion à la secte ! ». Heureusement, ce mouvement n'est pas encore très répandu.

### L'ampleur missionnaire

Quant à l'intensité actuelle de l'activité missionnaire, elle est assez forte : malgré la baisse des vocations dans les pays occidentaux, le nombre de missionnaires augmente par l'apport important des jeunes Églises et la participation grandissante des laïcs. Cette attitude fait écho aux paroles de Jean-Paul II : « L'Église doit rester missionnaire ».

### Vers une seconde mission ?

Enfin, dans un contexte de postmodernité et de perte des valeurs, « la Mission » prend tout son sens car il s'agit de procéder à une seconde évangélisation, celle de la communauté chrétienne des anciens pays qui se réduit tant en densité qu'en intensité. C'est pourquoi on assiste à un déploiement des missionnaires dans les pays développés. Il ne faut pas se méprendre : il ne s'agit pas d'une volonté de « reconversion » sauvage mais d'une volonté de mise en valeur de la spiritualité. La Mission permettra-t-elle d'infléchir la tendance actuelle ou alors... « Dieu est mort ! » comme l'écrivait Nietzsche. « Je n'y crois pas » rétorque le père Michel Carbonneau « Tout homme a au fond de lui une étincelle divine qui ne demande qu'à être (r)allumée ».

## Suite de l'article « Profession : correspondant étranger » en P4

### D'autres solitudes...

Anne Pélovas et Alain Gerbier signalent aussi que les grands espaces du Canada font aussi partie des choses qui les ont aussi attirés. Ici, ils ont pu élargir leurs horizons, tant physiques que culturels. Au passage, Alain Gerbier en profite pour évoquer deux autres solitudes dont on ne parle jamais : la méconnaissance qui règne entre, d'un côté, les Canadiens issus de la colonisation et, de l'autre, les premières nations. Cet antagonisme lui rappelle celui qui régnait il y a trente ans entre les francophones et les anglophones. Selon lui, chacun cherche à obtenir la reconnaissance de son identité et à partir du moment où cette identité est reconnue par les autres, on peut faire de grands progrès.

Autre point commun entre le vécu d'Anne Pélovas et celui d'Alain Gerbier : ils trouvent les Québécois beaucoup plus chaleureux que leurs cousins français. Par contre, Alain Gerbier regrette qu'ils soient parfois trop sensibles. Il se souvient, en particulier, d'un article qu'il avait fait paraître dans *Libération* il y a deux étés et où il décrivait la poutine comme un plat d'origine modeste. Cette description avait choqué certains médias québécois, qui y avaient vu une attaque contre un symbole national, ce qui était très loin de son intention.

Toutefois, cette mésaventure ne l'a pas affecté. Sa vie ici, à Montréal, lui plaît et il n'a nullement l'intention de quitter le pays. Anne Pélovas n'a pas non plus l'intention de rentrer définitivement en France ; d'ailleurs, elle pense qu'elle ne pourrait plus y travailler, la hiérarchie lui pèserait trop...



Les « enfants de la loi 101 »

# La révolution sociale par la langue

SYLVAIN LAROCQUE

Avec la baisse dramatique du taux de natalité de puis la fin des années soixante, le Québec a dû compter de plus en plus sur l'immigration pour assurer sa croissance démographique. Or, les immigrants, qui veulent mettre toutes les chances de leur côté lorsqu'ils arrivent en terre nouvelle, s'intègrent le plus souvent à l'anglais, même au Québec. Depuis l'adoption de la Charte de la langue française, en 1977, les choses ont toutefois bien changé, et plusieurs voient cette loi comme un véritable engin de développement social qui contribue à refaçonner la société québécoise de fond en comble.

Avant l'adoption de la loi 101, il aurait été inconcevable, ou à tout le moins fort étonnant de rencontrer des jeunes issus de différentes ethnies bavarder en français. Mais depuis l'entrée en vigueur des dispositions scolaires de la loi, ils sont près de 100 000 jeunes Québécois d'origine immigrante (nés à l'étranger ou de parents immigrants) à avoir franchi les portes de l'école française, apportant un afflux massif et continu de « multiculturalisme » dans le réseau scolaire francophone, qui en avait bien besoin.

Ce sont ces « enfants de la loi 101 » qui auraient contribué le plus à transformer la société québécoise au cours des quinze dernières années, du moins dans la région métropolitaine, où ils se concentrent. Parce qu'ils maîtrisent la langue officielle du Québec, ces jeunes peuvent partager leurs cultures respectives avec des Québécois « de souche », et ainsi pousser ceux-ci à remettre en question leur passé insulaire et relativement fermé au monde.

Selon certains observateurs, ils auraient contribué à accélérer la modernisation et l'ouverture sur le monde de la société québécoise, amorcées pendant la Révolution tranquille.

Marie McAndrew, directrice d'un centre de recherche qui étudie les effets de l'immigration sur le développement urbain, affirmait l'automne dernier dans *The Gazette* que la loi 101 a pour effet de « dissocier langue et culture » dans le Québec multiculturel d'aujourd'hui. Le Québec rejoint donc tardivement le Canada an-

glais, où depuis longtemps parler anglais ne signifie aucunement appartenir à une culture spécifique — et encore moins à celle des WASP (White Anglo-Saxon Protestant) —, mais plutôt appartenir à un pays qui prône la mosaïque multiculturelle dans laquelle chaque culture peut s'épanouir. Avec la loi 101 et le statut particulier qu'elle accorde au français, le Québec serait en passe de devenir une véritable société multiculturelle, unie par une *lingua franca* unique en Amérique.

## Répercussions sociales

En élargissant le panorama culturel de leurs camarades francophones par leur présence grandissante dans les écoles françaises, les « enfants de la loi 101 » ont profondément modifié le « comportement social » des jeunes francophones. Les « pure laine » confrontés à la différence démontrent souvent une attitude plus favorable à l'égard des immigrants, sont moins xénophobes, moins racistes et tissent des liens de plus en plus étroits avec des membres d'autres groupes ethniques.

Plus étonnant encore, selon Cristián Altamirano, un expert en relations interculturelles, les « enfants de la loi 101 » auraient contribué à apaiser les résistances de plusieurs jeunes francophones à apprendre l'anglais. « Avant, les francophones se plaignaient que les allophones faisaient seulement semblant d'apprendre le français, que la seule langue qu'ils voulaient vraiment apprendre était l'anglais, écrit-il. Mais aujourd'hui, en voyant les jeunes allophones prendre plaisir à parler aussi bien le français que l'anglais, les francophones veulent faire de même. »

Plus de 65 % des élèves-immigrants arrivés récemment sont d'accord avec les dispositions scolaires de la loi 101 (enseignement en français obligatoire), selon une étude effectuée par Marie McAndrew, Michel Pagé et Mathieu Jodoin de l'Université de Montréal. Les jeunes allophones de Montréal sont bien conscients que s'ils étaient allés à l'école anglaise, leur connaissance du français ne serait pas aussi bonne que celle qu'ils ont actuellement de l'anglais, appris par le biais de la culture américaine, de leurs amis et même souvent de leur famille.

Le nombre de jeunes allophones qui décident de poursuivre leurs études collégiales en français a augmenté considérablement depuis 10 ans, passant de 16,3 % en 1983 à 44,9 % en 1995.

Même si ces chiffres indiquent un changement social rapide on ne peut plus encourageant, Henry Milner, ancien politologue et ancien haut placé au Parti Québécois,

demeure inquiet. Puisque la plupart des gens rencontrent leurs partenaires de vie à l'université ou au cégep, il craint que ces allophones choisissent l'anglais pour élever leurs enfants, ce qui aurait pour conséquence que les gains pour le français pourraient n'être que transitoires.

Mais plusieurs observateurs no-

tent que le changement le plus important à être survenu au Québec au cours des deux dernières décennies est que la très vaste majorité des habitants du Québec (près de 90 %), particulièrement chez les jeunes, possède une bonne connaissance du français. Quand on sait d'où nous sommes partis, on peut presque parler de révolution sociale... par la langue !

## Portrait des « enfants de la loi 101 »

SYLVAIN LAROCQUE

Il est encore trop tôt pour avoir une idée précise de l'apport de cette génération des « enfants de la loi 101 » — la plupart d'entre eux sont âgés de moins de 26 ans et n'ont pas d'enfants —, mais on peut d'ores et déjà tracer un portrait général de ce groupe sociologique précis mais extrêmement varié.

Selon Alexander Norris, auteur d'une série d'articles sur le sujet parus dans *The Gazette* l'automne dernier, les membres de ce groupe se disent fortement attachés au Québec et s'identifient d'abord au Québec, bien que plusieurs d'entre eux partagent aussi une identité canadienne et/ou ethnique. Malgré le fait que beaucoup d'« enfants de la loi 101 » sont de « super trilingues », ayant appris le français à l'école et dans leur milieu, l'anglais par la télévision et dans la rue, et leur langue maternelle à la maison, ils ressentent de fortes angoisses à l'égard de leur avenir économique. Ils conservent par ailleurs d'amers souvenirs de discrimination et d'exclusion sociale.

Une étude à paraître réalisée par Krishna Pendakur, économiste à l'Université Simon Fraser et son frère Ravi, chercheur au ministère du Patrimoine canadien, suggère que les jeunes Néo-Québécois sco-

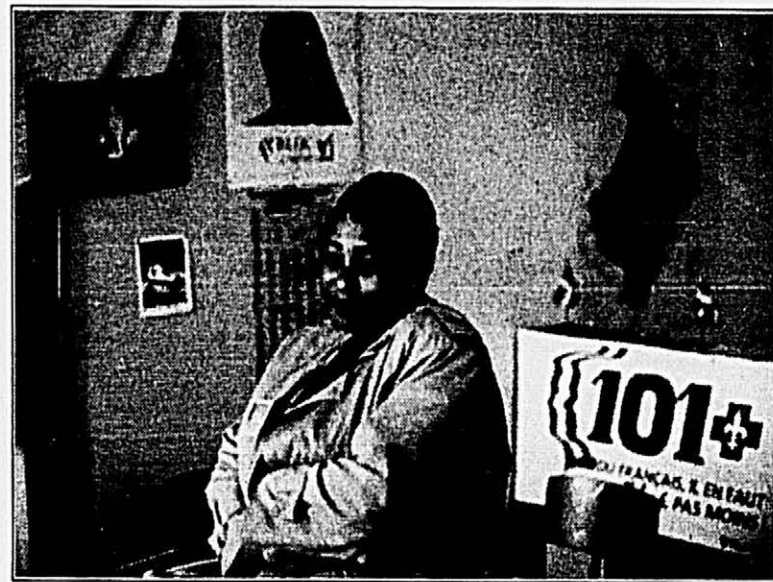
larisés en français après l'entrée en vigueur de la loi 101 ne s'en sont ni mieux ni moins bien tirés économiquement que leurs prédécesseurs scolarisés en anglais avant 1977.

Ces faits troublants seraient principalement attribuables à l'origine des immigrants plus récents, qui viennent le plus souvent d'Asie, du Moyen-Orient, des Caraïbes et d'Amérique latine. Puisqu'ils sont pour la plupart membres de « minorités visibles », contrairement aux

inquiétudes des francophones quant à la survie de leur langue et de leur culture. Enfin, jusqu'au discours post-référendaire de Jacques Parizeau en 1995, ces « enfants de la loi 101 » se montraient moins susceptibles de rejeter l'idée de la souveraineté du Québec, 59 % des « Néo-Québécois » ayant voté OUI selon une enquête réalisée par le chercheur Pierre Serré de l'Université de Montréal.

« Essentiellement, le groupe francisé se comporte comme n'importe quel autre francophone », commentait Serré, en rappelant que les francophones de la grande région de Montréal ont voté OUI au référendum de 1995 dans une proportion de 65%. Ces données

sont toutefois contestées, et de l'avis de Denise Helly, anthropologue à l'Institut national de recherche scientifique, même le simple lien entre scolarité en français et identité québécoise n'est pas clair. La politique d'intégration des immigrants pratiquée au Québec, très axée sur la langue, ne peut visiblement pas fonctionner si le « vrai monde » ne fait pas de place à ceux que le gouvernement veut « intégrer ».



Un francophone, c'est un francophone...

immigrants arrivés avant eux d'Europe, ils auraient plus de difficulté à se trouver un emploi. La maîtrise de la langue commune serait donc selon cette étude moins déterminante pour l'avenir professionnel que l'appartenance ethnique. Pas de quoi se réjouir de nos politiques « d'intégration »...

Pourtant, ces jeunes se montrent mieux disposés à soutenir la cause du nationalisme québécois que leurs prédécesseurs scolarisés en anglais. Ils partagent davantage les





## La francisation des immigrants à Montréal

## Montréal : le français mis au second plan

GENEVIÈVE FORTIN

**L**es Québécois sont un peuple de contradictions; d'un côté ils veulent un pays, de l'autre, ils veulent que le fédéral investisse davantage au Québec. En matière d'intégration des immigrants ce n'est pas moins contradictoire, nous voulons qu'ils s'adaptent à notre culture en parlant français pourtant, on ne leur en donnerait pas souvent la possibilité...

C'est du moins ce que suggère une étude publiée l'an dernier par le Ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration. On y apprend que les immigrants aimeraient avoir davantage de possibilités de discuter en français, en dehors d'un cadre strictement académique. En effet, le gouvernement a mis en place des programmes de francisation tentant de rejoindre le plus d'immigrants possible. Pour essayer d'accommoder tous les types de clientèles, on offre des sessions de formation à temps

plein, à temps partiel, en entreprise, en milieu communautaire... La majorité des immigrants utilisent ces services et n'ont besoin d'aucune pression extérieure pour y participer, ils sont motivés à apprendre le français afin de communiquer avec leur nouvel entourage.

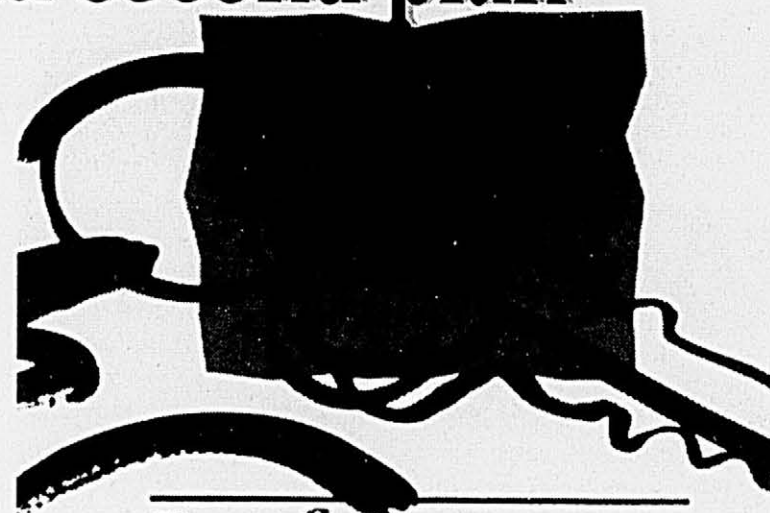
Malheureusement plusieurs laissent tomber la francisation après une seule session de cours parce qu'ils se rendent compte qu'ils ont peu d'occasion de faire usage du français. Leurs connaissances rudimentaires ne leur donneront pas l'assurance dont ils ont besoin pour tenter de communiquer en français.

Toujours selon cette étude, les immigrants qui connaissent l'anglais ont davantage tendance à utiliser cette langue au travail et dans leur communication quotidienne. Certains immigrants pour qui la priorité en arrivant au Québec était de se trouver un emploi avaient mis l'apprentissage

du français sur la glace. Après quelques temps, leurs expériences sur le marché du travail leur ont permis de constater qu'ils pouvaient évoluer sans maîtriser le français.

On ne peut bien évidemment pas reprocher aux immigrants de vouloir apprendre l'anglais, surtout dans la région de Montréal. La plupart des étudiants savent très bien que, pour obtenir un emploi à Montréal, ils doivent non seulement détenir les diplômes nécessaires, mais aussi parler anglais. Les nouveaux arrivants qui connaissent l'anglais découvrent vite qu'ils peuvent très bien vivre et travailler sans parler français.

Depuis quelques années, le gouvernement québécois favorise la régionalisation de l'immigration. À la direction des communications du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration on assure que la régionalisation a pour but de faire bénéficier à toutes les régions de

Le français  
votre clé du Québec

« l'apport économique » de l'immigration. On peut cependant être tenté de croire que le gouvernement veut de cette façon stimuler l'usage du français puisque les régions du Québec sont pratiquement francophones à 100%. En admettant que la régionalisation va régler le problème de la francisation, on ne peut pas forcer les immigrants à habiter les régions, surtout quand

on voit la population de régions affluer vers la métropole.

Les immigrants ne font que nous montrer le reflet d'un problème que les Montréalais tentent d'ignorer. Si les Montréalais désirent que leur ville demeure la plus grande ville francophone d'Amérique, peut-être devraient-ils protéger et encourager davantage l'usage de leur langue.

## Le contenu en forme de...

JONATHAN ARÈS

**A**u premier coup d'œil, tout porte à croire qu'elle est porteuse du mystère asiatique, qu'elle vient de ces terres lointaines qui ont toujours fasciné les Européens. Cette première impression est trompeuse. Catherine n'a pas en elle cette mystique orientale. Certes, elle a le kit complet d'une parfaite asiatique, mais sa culture, elle, est québécoise. Comme quoi la forme peut parfois différer du contenu.

Catherine a été amenée en ce beau pays quand elle était jeune, assez jeune pour n'avoir que de vagues souvenirs de son île natale. Elle connaît sa famille biologique, elle l'a déjà rencontrée il y a quelques années. Comment vit-elle avec cette double famille? Qui sont, à ses yeux, ses vrais parents? Ces questions reviennent souvent dans ses conversations. « Mes parents adoptifs sont très gentils avec moi, mais je les considère différents de mes parents biologiques. On ne

peut pas comparer les deux, c'est comme comparer des oranges et des pommes ». C'est que, dans son cas, il y a une certaine dualité qui s'est formée. Normalement, les gens associent à deux seules et uniques personnes leurs racines biologiques et culturelles. Pour ce qui est du cas de Catherine, comme bien d'autres, son adoption l'a forcée à dissocier ces deux éléments.

Parfois, Catherine pense à revoir son pays. Elle s'y est déjà rendue, il y a quelques années. Ce désir se transforme parfois en un sentiment plus fort, celui de vouloir s'établir sur cette petite île qu'est Taïwan. « Tout ce que je sais, c'est que je veux aller mourir là-bas. Si je meurs avant de pouvoir me rendre, ben j'y ferai emmener ma dépouille. » Cette idée inébranlable de vouloir s'éteindre où elle a vu le monde démontre un attachement à sa patrie natale.

Si on lui demande quelle est sa langue maternelle, elle répondra sans hésiter le français. Cela amène quelques

points d'interrogation dans la face de plus d'un. Comment une Asiatique peut-elle avoir le français comme langue maternelle? Et ces mêmes personnes trouvent encore plus inconcevable le fait que toute langue asiatique lui est inconnue. En fait, tout ce qui n'est pas en français ressemble à du chinois pour elle. « Ce qui est drôle, c'est que quand on m'aborde pour la première fois, on le fait plus souvent en anglais qu'en français, et je ne connais pas grand-chose de l'anglais. »

Se considère-t-elle plus taïwanaise que canadienne? « Non, j'ai vécu ici (presque) toute ma vie, je ne verrais pas pourquoi je m'identifierais plus à Taïwan qu'au Canada. » N'empêche que Catherine avoue avoir un profond regret de ne rien avoir de sa culture natale. La ration de riz quotidienne, la perception temporelle ralentie et cette langue quasiment chantée ne sont que quelques exemples des habitudes provenant de Taïwan. Par contre, elle reconnaît que la culture

taïwanaise, comme toute culture, n'est pas parfaite. « Dans la culture asiatique, les attentes des parents envers leurs enfants sont énormes comparativement à ici. Je connais une Vietnamiennne, son père ne veut pas qu'elle se marie avec quelqu'un d'une autre race. Il est très fâché si elle n'a pas de bons résultats à l'école. » Cette pression des parents peut sembler un lourd fardeau à nos yeux, mais les liens familiaux là-bas sont beaucoup plus forts qu'ici. Et que dire de la religion? Catherine aimerait mieux s'identifier au bouddhisme ou à l'hindouisme qu'au catholicisme.

Même si le racisme est monnaie courante, Catherine avoue qu'elle n'a jamais eu de problèmes de ce côté. Le monde occidental, pour une raison incompréhensible, a toujours eu moins de problèmes avec les jaunes qu'avec les noirs ou toute autre race non caucasienne. Quand tu viens de l'extrême-orient, que tu es de sexe féminin et que la culture québécoise est bien

ancrée en toi, l'intégration se fait bien en douceur, sans heurts ni friction. « Je n'ai jamais eu de problèmes d'intégration ou de racisme. Les gens me prennent comme je suis et s'ils ne sont pas contents, qu'ils aillent voir ailleurs. »

Comment définir ces personnes qui ressemblent à Catherine? À quel groupe appartiennent-ils? Sont-ils de vrais québécois en bonne et due forme? Cette réalité, souvent oubliée, deviendra très bientôt importante, alors qu'on voit tous ces adultes qui adoptent une petite Chinoise ou un petit Russe. En plus, il ne faut pas mettre de côté la troisième génération des immigrants qui, dans un futur très proche, ressembleront plus aux Québécois qu'aux personnes de leurs pays d'origine. Durant le vingt-et-unième siècle, le Québec « pondra » de plus en plus d'hybrides de ce genre, chez qui la forme n'est pas nécessairement un présage du contenu.





Université de Montréal  
Faculté de l'aménagement

## Études supérieures en aménagement

### un champ d'étude multidisciplinaire

L'aménagement est un champ d'étude multidisciplinaire. Il englobe des pratiques professionnelles, des disciplines scientifiques et des secteurs d'expertise issus de l'architecture, de l'architecture de paysage, du design d'intérieur, du design industriel et de l'urbanisme.

### une formation transdisciplinaire

Les programmes de 2<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> cycles conjuguent les connaissances et les savoir-faire des différentes disciplines de l'aménagement. Ils permettent aux étudiants et étudiantes de se donner une *spécialisation transdisciplinaire* dans l'un ou l'autre des domaines de formation offerts.

### un environnement académique stimulant

Des professeurs aux expertises variées et des équipes de recherche, intervenant tant au niveau international que local, intègrent des étudiants à leurs activités.

### les conditions d'admission

Une formation de base en aménagement n'est pas obligatoire. Toute formation complétée dans un domaine compatible avec l'objet du programme est recevable.

### Diplômes spécialisés

- Montage et gestion de projets d'aménagement (en collaboration avec l'École des Hautes Études Commerciales)
- Gestion urbaine pour les pays en développement (Environnement urbain - Habitat urbain)

### Maîtrises à caractère professionnel

- Conception, modélisation et fabrication assistées par ordinateur
- Conservation de l'environnement bâti
- Montage et gestion de projets d'aménagement (en collaboration avec l'École des Hautes Études Commerciales)
- Paysage
- Urbanisme (Aménagement et gestion des services urbains - Design urbain - Environnement et cadre de vie - Habitat et stratégies urbaines)

### Doctorat et maîtrise de recherche en aménagement

- Planification et environnement
- Habitat et cadre bâti
- Histoire et théorie
- Innovations technologiques et informatique

### Renseignements

Adresse postale :  
Faculté de l'aménagement  
Université de Montréal  
C.P. 6128, succ. Centre-ville  
Montréal (Québec)  
Canada H3C 3J7

Adresse civique :  
2940, chemin de  
la Côte-Sainte-Catherine  
(angle rue Darlington)  
bureau 1070

Téléphone : (514) 343-6003

Télécopieur : (514) 343-2183

Courriel électronique : [larivien@ere.umontreal.ca](mailto:larivien@ere.umontreal.ca)

Site Internet : <http://www.ame.umontreal.ca>

**Date limite d'inscription : 15 mai 1998**

Admission continue en vigueur dans certains programmes

Learn about research opportunities  
in NEUROSCIENCE. Come to an  
OPEN HOUSE at the Montreal  
Neurological Institute,



McGill University  
(3801 University),  
Friday, March 13,  
2:00-5:00 PM.

16 h 19  
**C'est la première  
fois que papa  
se retrouve ici.  
Il ne sait pas  
du tout comment  
il est venu,  
ni comment  
rentrer,  
ni qui il est.**

17 h 45  
**Vous non plus  
ne savez pas  
où il est.**

**MedicAlert**  
PARLE POUR VOUS  
1-800-668-6381  
[www.medicalert.ca](http://www.medicalert.ca)

## annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Étudiants et employés de McGill (avec carte): \$4.65 par jour, \$4.10 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$5.90 par jour, \$4.95 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS 7% et TVQ 6.5%). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAITRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

### LOGEMENT

Summer Sublet. May 1-Aug. 31. Single room at McGill residence apartment of 4 bedrooms. Completely furnished, share baths, kitchen, livingroom. \$300 incl. Hydro. Diane 289-9366.

### AIDE DEMANDÉE

Earn \$100-\$200/day Master School of Bartending - bartending & table service. Complete placement agency. Leaders in the hospitality industry for 15 yrs. McGill rate 849-2828. WWW.BARTENDING.COM

Travel-Teach English: 5 day/40hr (Feb. 25-Mar. 1) TESOL teacher certification course (or by correspondence). 1,000's of jobs available NOW. FREE information package, toll free 1-888-270-2941.

## Style de vie sans lunettes

Laser Excimer "sans contact", PRK, Lasik  
Myopie - Astigmatisme - Hypermétropie  
Verres de contact gênants  
INSTITUT LASER ULTRAVISION  
pour gens de carrière: Forces armées, pilotes, RCMP,  
contrôleurs aériens, pompiers, policiers, athlètes.  
Directeur médical  
**Dr Marvin L. Kwitko**  
Ancien président, Comité consultatif sur le  
Laser Excimer pour Santé et Bien-être Canada.  
5591, Côte-des-Neiges, Mil, Qc, Canada  
1(514)735-1133 1-800-20LASER



### TRAITEMENT DE TEXTE/MISE EN PAGE

**Success To All Students**  
WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 29 years experience. \$1.50/D.S.P. 7 Days/ week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638

### A V I S

**Période de remboursement du GRIP 9:**  
27 mars. Toute étudiante voulant cesser d'être membre du GRIP pourra se présenter au 3647 Université, 13h-17h (lun-ven.) pour demande un remboursement de \$3.



Association étudiante de l'Université McGill  
Students' Society of McGill University

Les formulaires d'inscriptions pour le comité judiciaire et le rôle d'orateur du conseil sont maintenant disponibles au guichet de l'AÉUM. Bâtiment Shatner.  
*Prenez-en un aujourd'hui.*

- \* Les candidats au comité judiciaire doivent être étudiants en droit à un niveau avancé.
- \* Pour plus de renseignements appelez Tara Newell, présidente de l'AÉUM au 398-6801
- \* La date limite de dépôt des candidatures est le 20 mars 1998.

3480 rue McTavish Street, Montréal, Québec H3A 1X9 Tél: (514) 398-6800 Fax: (514) 398-7490





# Quand les fonctionnaires du ministère de l'immigration se recyclent...

GAËLLE LE BREC

« Arts/Transculturels : Cabinet de conseil en stratégies et ressources ethnoculturelles ». Le titre sonne bien, l'idée est originale et novatrice, mais qu'est-ce donc ? Charles-Richard Noreau, un des cinq associés de ce « cabinet de consultants » explique avec ferveur et enthousiasme le pourquoi de cette association d'un genre nouveau.

Les cinq associés sont « des anciens fonctionnaires du ministère de l'immigration et autres professionnels, experts dans le milieu de l'immigration et au fait des questions interculturelles ». Avec leur bonne connaissance du milieu montréalais, ils ont décidé de se recycler et de créer une association, il y a deux ans et demi. Leur but : « Renouveler le patrimoine artistique francophone ».

Cette initiative est née d'un double constat : tout d'abord, « l'énorme décalage qui existe entre ce qui se passe à la télé, au cinéma, au théâtre d'un côté et la réalité de la société montréalaise de l'autre. Le Québec d'aujourd'hui est pluri-culturel. Le cosmopolitanisme éclaté appartient à la réalité ». De plus, « Montréal est un grand centre de production artistique francophone. Il est nécessaire de sensibiliser les professionnels à ce formidable potentiel ».

« Parce que les rôles ethniques sont trop souvent limités à des stéréotypes (le Musulman extrémiste, l'Italien mafioso), les groupes ne se sentent pas représentés ». Arts/Transculturels s'est donc assigné la mission de développer « la sensibilisation auprès des décideurs culturels » en servant d'intermédiaire entre les artistes et les décideurs artistiques. « Les décideurs nous disent "ces gens-là (les ethnoartistes) ne viennent pas nous voir", nous proposons donc de les mettre en contact lors de rencontres, mais attention, nous ne sommes pas une agence de casting. Nous servons juste d'intermédiaires ». Arts/Transculturels organise donc des entrevues ouvertes où les candidats peuvent rencontrer les responsables des agences de production.

Pourquoi les artistes des communautés ethniques ont-ils tant de mal à se faire connaître ?

« Le milieu artistique est un milieu fermé. Le problème ne se pose pas seulement en termes d'appartenance ethnique. Le problème central de la scène artistique francophone est un problème de

surreprésentation de certains artistes. Environ 5 % des artistes se partagent 90 % de la masse salariale. Nous sommes entrés dans le cercle vicieux du vedettariat, du favoritisme et des visions mercantiles du succès story à courtes vues ». Rentrer dans le milieu artistique est une question de réseau auquel n'ont pas toujours accès les artistes des minorités ethniques. Alors quelles solutions proposer ? « On pourrait introduire des quotas dans les séries télévisées par exemple, mais ce serait participer à la stéréotypie des artistes. Il faut aller contre ça. Il faut lutter contre la discrimination en prononçant le mot "ethnoculturel" jusqu'à ce qu'il n'ait plus aucun sens, parce que noyé dans notre quotidien. On parlera alors d'artistes, tout simplement ».

Différents projets sont mis en oeuvre pour appuyer ces nobles arguments. En plus de distribuer des tracts à tendance idéologique,

Arts/Transculturels organise aussi divers ateliers. « Les rendez-vous ethnoartistiques, invitation aux comédiens et comédiennes ethnoculturelles » sont actuellement organisés en collaboration avec le Théâtre de l'Esquisse. Ce projet vise à mettre en rapport, à la suite d'une présélection basée sur des auditions libres, artistes et professionnels du milieu artistique. Rencontres, débats et auditions auront lieu pour un parterre choisi de 25/30 artistes (140 se sont présentés) les 21 et 22 mars, le 21 étant la journée, symbolique, de lutte contre la discrimination. À qui sont ouvertes ces rencontres ? « À tous ceux qui s'identifient à l'ethnoculturel ». Mais lorsqu'on demande si les artistes francophones québécois peuvent y participer c'est par un non catégorique et tranchant que Charles-Richard Noreau répond.

C'est là que le bât blesse. Derrière « les prétentions sociales, artistiques

et politiques » que se donne l'association, usant à tour de bras du terme "ethnoculturel", des positions divergentes apparaissent. « Certains artistes refusent d'être identifiés à l'ethnoculturel. Ils se disent artistes, point. » Ils sont cependant invités à venir défendre leur point de vue au cours des rencontres.

Quel regard porter sur ces initiatives ? Deux camps se dessinent. D'un côté, une nouvelle forme de discrimination prend forme. Comment, au nom du talent artistique, prôner l'intégration pour tous mais écarter les artistes québécois de ces rencontres à visée professionnelle ? De l'autre, ne peut-on pas, à un moment donné, prendre une position et privilégier des ressources particulières sans pour autant être taxé de discrimination ?

Dans le fond, ce ne sont pas les ambitions de l'association qui gênent mais plutôt le discours qui les soutient. En utilisant le terme

« ethnoculturel » comme credo, étiquette stigmatisante par excellence, l'association se fourvoie dans une situation contradictoire et ambiguë. « Le but de ce mouvement d'art est de transformer radicalement l'humanité » souligne un des tracts de l'association. En voulant abolir la différence, en voulant faire l'amalgame de l'identité culturelle et du talent artistique, ne s'égare-t-on pas sur les voies d'une idéologie douteuse ? De plus, interrogé sur le financement de l'association, M. Noreau reste flou.

L'association cherche à lutter contre le manque d'adaptation et à récupérer ce que la société québécoise vit réellement. Nous ne connaissons pas encore les résultats de cette entreprise, mais elle a déjà intégré le double langage caractéristique des visions et des contradictions qui oscille entre l'extrémisme radical et le politiquement correct.

## L'autre affichage

DAVID GROISON

L'affichage à Montréal fait beaucoup parler de lui. Le mois dernier, la « Coalition du quartier chinois » organisait une conférence de presse pour, entre autres, réclamer le droit d'afficher en chinois. La Charte de la langue française dit en effet que « l'affichage public et la publicité commerciale doivent se faire en français ». « C'est parce que les Anglais menacent de s'engouffrer dans une porte ouverte que nous nous voyons forcés de la fermer à tous » essaie de justifier Pierre Bourgault dans le Journal de Montréal.

Pendant que tous s'affrontent pour deux enseignes de magasins, partout, sur nos murs, sur nos arbres et nos poteaux, pullulent des affichettes qui ne sont soumises à aucune loi et qui, pourtant ont, elles-aussi, une portée culturelle.

C'est sur cette dimension culturelle de l'affichage spontané (c'est-à-dire sur ces affichettes que l'on voit un peu partout) qu'Ariane Maisonneuve, étudiante en géographie à l'Université McGill, écrit un mémoire. « Au delà de la vocation publicitaire qu'a une affiche de concert ou

de la vocation informative qu'a une affiche pour un rassemblement religieux, il y a dans l'affichage spontané une appropriation réelle, ou du moins symbolique de l'espace » dit-elle.

Pour son étude, Ariane Maisonneuve s'est intéressée en particulier au quartier

multiethnique « Côte-des-neiges nord ». Dans ce quartier, des personnes de nombreuses et diverses origines ethniques se côtoient. Et cette réalité se retrouve dans l'affichage spontané. Près de 80% des affichettes s'adressent à une collectivité particulière. En priorité des cultures noires, juives et indiennes.

Dans un quartier où se mélangent les origines ethniques, y'a-t-il une guerre de l'affichage spontané ? Des affiches en recouvrent-elles d'autres ? Y'a-t-il une volonté de dominer, d'imposer sa vision aux autres ?

« Non, répond Ariane Maisonneuve. Il y a de la place pour tout le monde. Les affiches se juxtaposent, les unes à côté des autres, jamais les unes sur les autres ». Un affichage qui reflète donc un

peu la vision canadienne de l'immigration : des ethnies qui se juxtaposent, en gardant leur identité propre, sans se nuire ou se mélanger. On est loin de la vision américaine du « melting pot ». « A New-York, on voit bien que la situation est différente. Le quartier italien se fait dévorer par le quartier chinois. Leurs affiches progressent de rues en rues et la « Little Italy » devient chaque jour un peu plus petite. » ajoute-t-elle. « Mais il ne faut pas négliger dans un tel exemple les réalités démographiques. »

Si l'affichage ne sert pas à s'imposer, s'adresse-t-il tout de même, à tout le monde ? « Il sert plutôt à donner des repères à son propre groupe. Il est identitaire. Les affiches sont extrêmement ciblées. Il y en a quelques unes en tamoul, en cantonais... Il est clair que dans ces conditions elles s'adressent uniquement à un groupe culturel bien particulier ».

L'affichage spontané ne serait donc pas inter-culturel, mais bel et bien intra-culturel. Il ne veut pas donner une touche particulière au quartier. Il veut juste communiquer avec les siens.

Des communautés sont pourtant plus actives que d'autres. « Dans le quartier "Côte-des-neiges nord", les affiches s'adressent à la communauté noire, comme celles des concerts de reggae par exemple, sont très courantes. Les gens d'origine asiatique possèdent, eux, un affichage très discret. » Une réalité sans doute différente dans le quartier chinois...

L'affichage spontané est donc un reflet de la vie du quartier, de sa vie culturelle et de ses données démographiques. Il ne doit pas être négligé : il est un reflet de la réalité du moment.



L'affichage spontané, un reflet de la vie